

Département du Var

République Française

Arrondissement de Draguignan

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Nombre de Conseillers : En exercice : 48 Présents : 42	Séance du : 7 mars 2022	Date de publication : 11 mars 2022
--	----------------------------	---------------------------------------

L'an deux mille vingt-deux, le sept mars à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 1er mars 2022, s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - RENARD Patrick - BARBIER Jean-Louis - KARBOWSKI Ariane - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - MARTY Nicolas - DEBAISIEUX Jean-François - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - JEANPIERRE Jimmy - CURTI Fabrice - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken .

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : DECARD Guillaume donne procuration à ISEPPI Stéphane - CREPET Sandrine donne procuration à LEROY Carine - RAMI Hafida donne procuration à MASQUELIER Frédéric

NON REPRESENTES : BRENDLE Karen - FRADJ Laurence - POUSSIN Julien.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. JEANPIERRE.

INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE

*

INTERET COMMUNAUTAIRE DE L'OPERATION DE REAMENAGEMENT DU FRONT DE MER DES ISSAMBRES

COMMUNE DE ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS

*

- N° 09 -

M. CAYRON, Vice-Président, expose :

La Communauté d'agglomération exerce du fait de ses statuts la compétence « Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ». Cet article dispose notamment que : *« Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels. »*

Par délibération en date du 25 mars 2021, le conseil communautaire a procédé à la définition de l'intérêt communautaire de la manière suivante :

« Sont d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme qui cumulent deux critères :

- 1^e critère : l'opération a un impact direct (réalisation de l'opération) ou indirect (retombées de l'opération) sur une grande partie du territoire*
- 2^e critère : l'opération permet :*
 - Soit de renforcer l'attractivité touristique et économique du territoire de la communauté d'agglomération,*
 - Soit de contribuer à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement et/ou de sites remarquables de la communauté d'agglomération*
 - Soit de permettre de renforcer l'accueil de formations, notamment supérieures. »*

La même délibération avait par ailleurs approuvé l'intérêt communautaire de l'opération d'aménagement relative au front de mer de Fréjus-Plage et de Saint-Raphaël. Elle avait enfin indiqué que le Conseil serait appelé à se prononcer sur l'intérêt communautaire des opérations d'aménagement qui viendraient à être planifiées et apparaîtraient répondre aux critères susvisés.

Le pacte de gouvernance avait, dans le cadre de l'objectif de renforcement de la promotion et de l'attractivité touristiques du territoire, souligné l'importance de cette opération. En effet, la rénovation complète du Front de mer de Fréjus et Saint-Raphaël est une opération d'envergure qui renforcera significativement l'attractivité touristique de l'ensemble du territoire avec des impacts importants en termes d'activité économique, et donc d'emploi, mais également en termes environnementaux, notamment avec la réalisation d'un transport en commun en site propre et une place particulière accordée aux modes doux de circulation. En outre, une attention toute particulière sera portée à l'aspect environnemental, avec de nombreuses plantations.

La rénovation du Front de mer sur le secteur des Issambres, sur la commune de Roquebrune sur Argens, relève de la même dynamique. Ce secteur littoral, qui représente l'entrée ouest de l'agglomération, est en effet également un des éléments majeurs de l'attractivité touristique et économique de la Communauté d'agglomération. Sa rénovation, si elle constitue une opération d'aménagement différente, participe donc d'un même objectif d'ensemble à l'échelle du territoire.

Cette opération consisterait notamment à assurer une continuité entre le garage à bateaux dit « Florence Arthaud » et le pont de la Garonette en s'inspirant de l'actuelle promenade Beaumont soit de l'ordre de 1500 mètres linéaires. Elle comprendrait notamment des travaux d'ensemble portant sur les réseaux, les trottoirs, la configuration de la voirie, le revêtement, l'éclairage, le mobilier urbain et les espaces verts. Par ailleurs, ce projet est en cohérence avec le plan vélo de

l'Agglomération et permettra d'assurer le maillage cyclable le long du littoral avec les communes voisines.

Ce projet urbain aura un impact sur les activités économiques et favorisera le développement des loisirs et du tourisme, notamment en renforçant l'attractivité du secteur, dont les retombées (nuitées, visites, activité commerciale...) seraient bénéfiques non seulement à la commune, mais aussi à la communauté d'agglomération dans son ensemble.

Il est prévu que ce projet, inclus dans le pacte de gouvernance, soit budgété et que les travaux correspondants soient lancés dans le cadre de la présente mandature.

De fait,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.300-1,

VU les statuts de la Communauté d'agglomération, et notamment l'article 5-2 en fonction duquel la communauté d'agglomération exerce la compétence relative à la « Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme »,

VU la délibération du Conseil communautaire du 25 mars 2021 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière d'opérations d'aménagement,

VU le pacte de gouvernance de la Communauté d'agglomération, et notamment son chapitre 2, paragraphe 2.1, « Renforcer la promotion et l'attractivité touristiques du territoire »,

VU le projet de réaménagement du front de mer du secteur des Issambres, sur la commune de Roquebrune sur Argens,

CONSIDERANT que ce projet représente une opération d'aménagement au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que ce projet répond, de par sa nature, sa dimension et son impact, aux critères de l'intérêt communautaire tels que fixés par la délibération du 25 mars 2021 susvisée,

Le Conseil communautaire est invité à :

APPROUVER l'intérêt communautaire de l'opération d'aménagement relative au projet de réaménagement du front de mer du secteur des Issambres, sur la commune de Roquebrune sur Argens, telle que définie ci-dessus.

DIRE que cette opération sera budgétée et les travaux lancés avant le terme de la présente mandature.

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. CAYRON, Vice-Président,**
ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,
APRES en avoir délibéré,

À LA MAJORITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS par 44 voix POUR et 1 voix
CONTRE (SERT Richard), ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

FAIT et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER